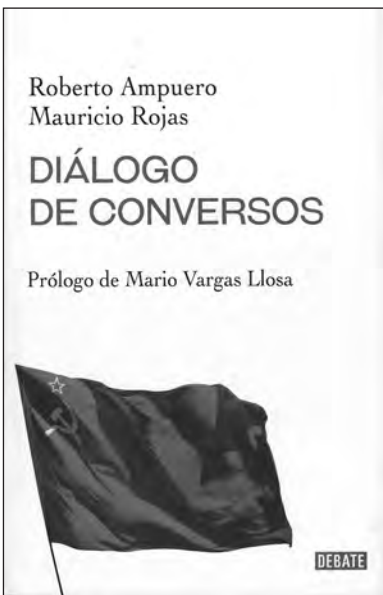


Dialogo de conversos de Roberto Ampuero et Mauricio Rojas

Préface de Mario Vargas Llosa

Santiago du Chili, Penguin Random House, 2015 (réédition Bogotà, Random House, 2016), 279 p.

par *Jacques Carbou**



LE TITRE *DIALOGUE DE CONVERTIS* peut surprendre le lecteur français, mais il s'agit bien de la « conversion » des deux auteurs chiliens. Le dialogue décrit et analyse leur évolution politique, entre le marxisme des années 1960 et les idées libérales qu'ils adoptent dès le milieu des années 1970, à travers des parcours différents.

Ils retracent dans ce dialogue comment l'exil dans des pays lointains – Cuba, l'Allemagne de l'Est puis l'Allemagne fédérale pour Roberto Ampuero ; la Suède et l'Espagne pour Mauricio Rojas – modifia leurs idées politiques et les transforma aussi sur le plan personnel, leur permettant ainsi de voir le Chili et l'Amérique latine d'un œil nouveau.

La forme dialoguée rend plus vivante la lecture du livre qui se divise en quatre parties : **1. À l'origine était le mot et le mot était révolution.** **2. Exil et rupture.** Il s'agit de la rupture avec le communisme et le marxisme. **3. Le chemin du converti** et **4. Épilogue latino-américain**, qui a été ajouté pour la réédition en 2016 du livre en Amérique latine.

* Professeur aux universités La Salle et Santo Tomas de Bogota, Colombie.

Roberto Ampuero est né à Valparaíso, a étudié au collège allemand et milité dans les jeunesses communistes du Chili. Après 1973, il s'exile à Cuba, qu'il quitte en 1979 pour se rendre en Allemagne de l'Est où il vit de traductions, puis il réussit à passer en Allemagne de l'Ouest, à Bonn, grâce à un Chilien qui dirige l'agence d'informations IPS dont il devient correspondant étranger. De retour au Chili, il est successivement ambassadeur au Mexique puis en 2013 ministre de la Culture. Entre-temps, il vivra dans l'Iowa, où il soutient sa maîtrise et son doctorat. Depuis 2000, il réside aux États-Unis et partage son temps entre ce pays et le Chili. Il a écrit de nombreux livres dont certains sont mentionnés dans le dialogue.

Mauricio Rojas, né à Santiago, a étudié le droit à l'Université du Chili. Sa mère est communiste et il devient militant de la gauche révolutionnaire (MIR). En 1974 il s'exile en Suède où il obtient un doctorat en histoire économique à l'Université de Lund. Il est élu député au Parlement suédois de 2002 à 2008. Il vit ensuite à Madrid où il rencontre Mario Vargas Llosa. Il est l'auteur de *La liberté et ses ennemis, Argentine : brève histoire d'un échec, Lénine et le totalitarisme, La passion pour la liberté : le libéralisme intégral de Mario Vargas Llosa*, tous ces ouvrages publiés en espagnol.

Le dialogue se déroule dans la maison de Roberto, à Olmué, au Chili. Lorsque ces deux hommes quittent le Chili, sur le chemin de l'exil, ils sont encore convaincus de la vérité du marxisme, même s'ils ont été ébranlés par l'échec de l'expérience Allende. Avec l'arrivée au pouvoir d'Allende, raconte Mauricio, « l'ordre existant avait perdu de sa légitimité et nous parlions de révolution et de socialisme, qu'il soit totalitaire comme pour les marxistes ou inspiré par la doctrine sociale de l'Église chez les démocrates chrétiens. Dans ce contexte, même les communistes nous paraissaient *réformistes*, avec leur stratégie dictée par Moscou : utiliser le système démocratique pour le détruire graduellement, via le projet de l'unité populaire au Chili (Allende).

Nous, d'inspiration castro-guevariste, soutenions que les conditions de la révolution étaient mûres et dépendaient de martyrs glorieux et de héros victorieux, : « *La patrie ou la mort, nous vaincrons* ». Analysant rétrospectivement l'époque, Mauricio conclut : « Quelle exaltation et quel délire ! Le sacrifice ultime, la mort dans la passion messianique du marxisme. Le Royaume des cieux allait advenir sur la Terre et ne dépendait que de nous, de notre courage, de notre volonté et de notre dévotion totale à la lutte armée comme inévitable pour instaurer le socialisme et détruire la *démocratie bourgeoise* qui n'était que le masque de la dictature du capital et du capitalisme. La réalité exigeait une révolution rédemptrice. » (p. 26-27).

Quand Roberto arrive à La Havane, il découvre le mépris des communistes cubains pour le dilettantisme des camarades chiliens et leur incapacité à prendre au sérieux la révolution, c'est-à-dire à mourir pour elle (p. 73).

Au Chili, l'échec du gouvernement Allende et la répression des droits de l'homme sous Pinochet est à l'origine d'une relation tortueuse avec la vérité, selon nos auteurs. « Certes l'Histoire a retenu les victimes du coup d'État du 11 septembre 1973, mais il n'y a pas eu d'autocritique et d'analyse sur le Chili que nous avons détruit avec Allende » affirment-ils. Roberto raconte que son fils lui ayant demandé comment était le Chili avant le coup d'État, il répondit alors : « Nous n'avons pas reconnu notre responsabilité dans la polarisation, la division du pays et la haine sous le gouvernement Allende. Il nous est difficile d'admettre que nous nous sommes trompés. Les marxistes chiliens n'ont pas demandé pardon pour leurs erreurs. Ils se présentent encore comme victimes de Pinochet » (p. 85).

Le dialogue est le récit de la perte de la foi communiste. La rupture fut plus douloureuse pour Mauricio Rojas que pour Roberto Ampuero. Il est intéressant de noter que sur le chemin de la conversion ils firent des rencontres décisives : Heberto Padilla pour Roberto et Mario Vargas Llosa pour Mauricio. Ces rencontres et de nombreuses lectures – Orwell, Camus, Popper, Jorge Semprun, etc. – leur permirent de reconnaître avec lucidité leur erreur et préférer les valeurs de la liberté. L'expérience des deux « convertis » et leurs réflexions enrichissent le dialogue et fournissent au lecteur une analyse de leurs réactions à ce qu'ils ont vécu et la façon dont ils ont ouvert les yeux sur la réalité politique et sociale.

La discussion porte sur des thèmes de philosophie politique comme le libéralisme, le conservatisme, le socialisme, la démocratie, la modernité, sans jamais être pesante. Le dernier chapitre apporte un éclairage sur les défis qu'affronte l'Amérique latine. Il est temps de sortir, disent les auteurs, de l'utopisme révolutionnaire des années 1960. Quelle Amérique latine peut apparaître après le castrisme qui a échoué sur les plans économique, social et politique, mais continue à réprimer avec succès, demandent-ils. Le panorama actuel est si désolant qu'il se réduit au populisme (p. 233). L'aveuglement idéologique, maladie virulente et difficile à soigner, ne vaut pas seulement pour les partis communistes (p. 235). Quel est l'avenir du libéralisme dans une région encore affectée par la pauvreté et les inégalités et, pour cela, prête à voter pour des *caudillos* populistes ? (p. 240). Le sandinisme et le chavisme, affirment-ils, ne sont plus que les caricatures de ce qu'ils s'étaient proposé de réaliser et ont démontré leur incapacité à développer le Nicaragua et le Venezuela. Il convient donc de lutter pour la liberté et les institutions, pour une conception libérale de la démocratie contre les populistes, comme Chavez, qui en ont imposé une conception anti-libérale. La corruption et le narcotraffic sont, avec la pauvreté, les principaux défis de l'Amérique latine (p. 272).

Les auteurs insistent sur la nécessité et la vitalité de la démocratie et de la liberté dans des sociétés latino-américaines, qui requièrent d'importants changements (p. 276).

Dans la préface, Mario Vargas Llosa parle d'une alternative authentiquement démocratique et libérale en réponse à la démagogie populiste des « néfastes *caudillos* » et considère le

livre *Dialogo de conversos*, de Roberto Ampuero et Mauricio Rojas, comme une « réfutation des utopies étatiques, collectivistes et autoritaires d'un Maduro au Venezuela » (p. 11). « Il y a longtemps, conclut-il, que n'était pas apparu, dans notre langue, un essai politique aussi opportun et stimulant » (p. 14).

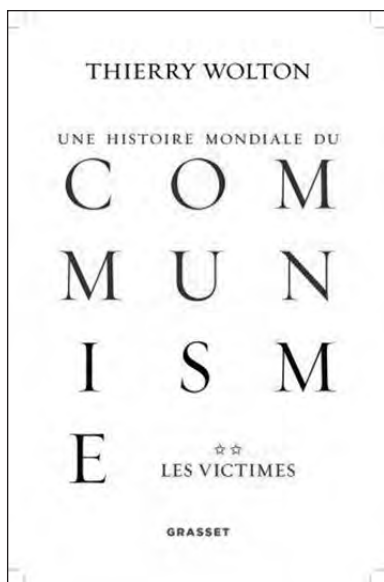
Histoire mondiale du communisme

Tome 2 : Les victimes

de Thierry Wolton

Éditions Grasset, 1136 p., 39,00 €

par *Claire Brière-Blanchet*



AU XX^e SIÈCLE, deux guerres mondiales ont ravagé la planète, lançant les populations les plus diverses à l'assaut les unes des autres. Dans ses pages introductives, Thierry Wolton nous décrit comment ces guerres furent au fondement, à l'assise même des régimes communistes. Elles justifiaient et intensifiaient le caractère criminel de ces régimes, abreuvés à leur violence.

Le tome I (cf. *Histoire & Liberté*, n° 61) nous avait fait vivre les buts, les décisions, les crimes des « bourreaux », Staline, Mao ou Pol Pot, pour ne citer que les plus célèbres. La nouvelle publication poursuit cette immense recherche et dans ce tome II, intitulé *Les victimes*, Thierry Wolton reprend le fil de son histoire mondiale

du communisme, consacrée à la guerre civile impitoyable menée par les dirigeants communistes contre leur propre population. L'auteur nous emmène cette fois sur le versant des victimes. Une guerre à mort. Insoutenables en sont les témoignages. Certains critiques ont reproché à Thierry Wolton un anticommunisme trop prononcé : ces contempteurs devraient étudier les quantités de documents dépouillés par l'historien, les ordres donnés par les dictateurs russes, chinois, cambodgiens, coréens, cubains.

Rafraichissons nos mémoires. Staline déclarait : « La résolution de tous les problèmes [c'est] pas d'hommes, pas de problèmes » ; Fidel Castro : « Ce sont des Robespierre qu'il faut

à Cuba, beaucoup de Robespierre»; Che Guevara, toujours admiré aujourd'hui, assurait: «La haine implacable envers l'ennemi nous transporte, nous emporte au-delà des limitations naturelles de l'homme, et nous transforme en machines à tuer efficaces, violentes, sélectives et froides».

Et pour ceux qui se réclameraient encore du marxisme à la sauce trotskiste: le goulag fut créé à l'initiative de Trotski dès 1918. 21 camps fonctionnaient déjà en 1919. La Tchecha, confiée à Dzerjinski sur ordre de Lénine, procéda aux premières exécutions: «Nous n'avons que faire de "justice", disait Lénine, un bon révolutionnaire est un bon tchékiste». La terreur de masse a donc commencé dès la première heure de la première journée de la prise du pouvoir en 1917.

Au milieu du XX^e siècle, l'histoire se répète. Le 1^{er} octobre 1949, dès la proclamation de la République populaire de Chine, le terrifiant Gongganbu est créé et dirigé par Kang Chen: 330000 membres, à deux pas de la Cité interdite. Au Vietnam, sous la direction d'Hô Chi Minh, et dès le printemps 1945, le PC vietnamien se forme sur les conseils du KGB et de la Stasi. En Pologne, aussitôt après la défaite hitlérienne, les Russes «libérateurs» internent, sur les sites des camps nazis de Majdanek, Strobaw, Jaworno les opposants et autres éléments indésirables.

En Bulgarie c'est Dimitrov, le légendaire dirigeant de l'Internationale communiste, qui installe sur le Danube le camp de l'île Béléné, fleuron du «goulag bulgare». Puis, en Roumanie, un camp est créé à deux kilomètres de la frontière russe... Enver Hoxha, Tito ont fait de même⁽¹⁾... Et puisque «pas d'hommes, pas de problèmes», aura lieu en 1975 la déportation massive des habitants de Phnom Peh par les Khmers rouges, en quelques heures, un record!

Ce sont bien les communistes qui, au XX^e siècle, ont inauguré un système pratiquant la terreur de masse, avec purges, exécutions sans procès et déportations massives.

Une organisation implacable assure à l'appareil du parti le pouvoir absolu. Thierry Wolton parle de «parti-État». «Le parti se renforce en s'épurant» pensait Lénine. Au nom du prolétariat, on assassine petits et moyens paysans, propriétaires, grands ou petits, soldats indisciplinés et officiers con testataires, lettrés privilégiés ; on désigne qui est bourgeois qui ne l'est pas, qui est agent de la bourgeoisie, homme ou femme, jeune ou vieillard, familles entières ; on assassine en fonction d'appartenances particulières, nationales notamment: Ukrainiens ou Tatars, Tchèques ou Polonais sont également détestés ; on exécute les prisonniers de guerre ; on combat tout ce qui rappelle le passé dont il faut faire «table rase», on réécrit l'histoire, on dresse un art nouveau, prolétarien, une science aux ordres et, *in fine*, un homme nouveau dont Mao sera le chantre et l'exécuteur le plus éloquent.

1. Voir Joël KOTEK et Pierre RIGOULOT, *Le Siècle des Camps*, Lattès, 2000.

« Il n'existe pas d'individualités contre-révolutionnaires, déclarait Dzerjinski, mais des classes entières contre-révolutionnaires ». Ça fait du monde !

Ce fut un « classicide », écrit Thierry Wolton.

Les pauvres victimes « contre-révolutionnaires » iront peupler le cimetière mondial du communisme.

Le grand remplacement

Car le parti du prolétariat, qui dirige au nom du prolétariat pour instaurer la « dictature du prolétariat », n'a pas – ou peu – de prolétariat. Il va falloir l'installer pratiquement de toute pièce, le créer, le façonner. En Russie, en Chine, au Cambodge, en Corée, la classe démographiquement et économiquement majoritaire est la classe paysanne, une masse immense de paysans : moujik russes (75% de la population), cultivateurs chinois (80%), riziculteurs vietnamiens, cambodgiens, laotiens. Ils représentent la très grande majorité déshéritée de ces pays-continentes. C'est le cas à Cuba aussi, car dans les années 1950 l'agriculture y est encore riche et diversifiée – l'île produit du sucre en abondance...

Il faut bien fabriquer du prolétariat destiné à industrialiser et à urbaniser...

Très vite, dès la prise du pouvoir, les dirigeants communistes s'attellent au grand dessein marxiste-léniniste de constituer une nation industrielle et homogène peuplée de « prolétaires » et d'« ouvriers ». Les « koulaks », coupables de propriété privée, de n'être pas des hommes d'usines mais des hommes de la terre, devront disparaître en tant que classe et s'embrigader dans les kolkhozes et sovkhoses collectivistes improductifs. Cent trente millions de moujiks feront les frais de ce projet, certains déportés ou exécutés. Avant même 1929, la moitié des soi-disant « paysans riches » a été fusillée et l'autre moitié envoyée aux travaux forcés. La propagande, afin de tranquilliser l'opinion, parlera de l'élimination des « paysans riches », pour occulter les persécutions de tous les paysans, même les plus pauvres. Ainsi, dès 1930, une commission du Politburo établit des contingents de 60 000 « koulaks malveillants » à envoyer dans les camps de travail et de 150 000 familles à exiler dans le Nord, en Sibérie, dans l'Oural ou au Kazakhstan. Ces chiffres font partie d'un plan d'ensemble concernant un million de foyers koulaks (c'est-à-dire 6 à 8 millions de personnes) à reléguer dans les camps de travail et les « colonies spéciales ». Par exemple, 200 000 personnes sont installées dans un marais de Sibérie... L'application du projet est confiée à la police politique qui augmente les quotas prévus pour plaire à la direction du parti.

Les expulsions de koulaks se font avec des méthodes inhumaines : confiscation des chaussures, des vêtements, dont les sous-vêtements chauds, on saisit même les oreillers des enfants, parfois leurs jouets, les couvertures... Les fermes mises à sac ou vendues aux enchères sont rachetées par le soviet rural pour trois kopecks.

Selon les statistiques de l'OGPU, environ 30% des un million 800 000 déportés en ces années-là sont morts ou ont disparu.

« Un ordre de vie est sur le point de se détruire, celui qui a existé pendant des millénaires, un homme d'une originalité extrêmement monstrueuse et qui est capable de provoquer l'effroi par son conservatisme animal, son instinct de propriété. Le devoir est de les rééduquer dans les plus brefs délais... ». Telle est la condamnation des paysans écrite par Maxime Gorki dans une lettre adressée à Staline en janvier 1930, cet écrivain dont, à l'ouest de l'Europe, bien des lecteurs ont admiré les romans. Mais les paysans croient encore au bon Dieu et des quatre coins du pays des lettres de doléances affluent, adressées au « bon » Kalinine, « le Président » de la Russie soviétique (qui est, bien sûr, au courant). Car personne ne peut imaginer pareille cruauté ; on croit encore que les dirigeants suprêmes sont justes mais ignorent ce qui se passe. Les exactions continuent et certaines familles s'arment de haches et de fourches pour se défendre, organisent des marches de protestation, si bien que Staline est obligé, dans la *Pravda*, de dénoncer certains abus de la campagne d'éradication des koulaks. L'espoir renaît et cinq millions de koulaks – ce chiffre pour le seul mois de mars – prennent la fuite, quittent les kolkhozes et rentrent au village. C'est le chaos. Il faut absolument que ces paysans retournent à la terre et produisent le grain dans les conditions fixées par Moscou.

Le Politburo ordonne alors à l'OGPU de préparer un millier de « colonies spéciales » afin d'accueillir jusqu'à 300 000 familles de koulaks. Pour échapper à la déportation collective, les paysans détruisent leurs récoltes et leur bétail, se cachent, s'échappent. Bilan : la mort de milliers d'Ukrainiens, de Caucasiens pour cause de famine. Ce sera la grande faim des années 1932-1933 longtemps occultée, méconnue dans les démocraties occidentales et dont on parle peu encore aujourd'hui.

Staline et les bolcheviks n'en restent pas là, les ordres tombent : il faut livrer, dès 1932, 7,7 millions de tonnes de grains alors que la production est faible, d'autant plus que la collectivisation a désorganisé les récoltes ; le blé est devenu rare. Une loi est donc promulguée en août qui condamne à dix ans de camp, voire à la peine de mort, toute personne ayant volé le « bien de l'État », en fait tout paysan ayant dérobé ou gardé quelques céréales ou glané des graines dans les champs. En dépit de la menace, la récolte ne fournit que 4,7 millions de tonnes de céréales. Des commandos envoyés dans les campagnes se saisissent, maison par maison, du blé pour ravitailler les villes, tandis que des équipes d'exécuteurs arrêtent les paysans qui fuient vers les gares et sur les chemins car par centaines de milliers, ils essaient de gagner la ville... Un drapeau noir flotte à l'entrée des villages dépeuplés par la famine et un panneau signale : « épidémie ». La société russe est désorganisée, l'échappée désespérée des paysans aggrave la famine et la production de céréales chute encore davantage.

Riposte du parti en 1932 : obligation est faite à tout citoyen de détenir un passeport intérieur. L'entreprise totalitaire se durcit et le quadrillage devient parfait. Cette « trouvaille

totalitaire» va faire école et tous les pays communistes l'adopteront ensuite. Quinze jours après cette directive, le parti dresse la liste des sept catégories interdites de séjour dans les villes et privées de passeport intérieur: viennent en tête de liste les «sans-travail», les «koulaks» et les «dékoulakisés». Désormais les paysans resteront enchaînés aux terres appartenant à l'État, un statut qu'ils appelleront le «deuxième servage».

Le calvaire des paysans

Le calvaire des paysans ne se termine pas là. La grande Terreur des années 1936-1938 – un million cinq cent mille arrestations et près de sept cent mille condamnations à mort – est une vaste épuration sociale et politique des intellectuels, savants, écrivains, chercheurs, médecins, poètes, peintres, musiciens... mais elle achève aussi l'enfermement de la paysannerie dans la nasse totalitaire.

Staline, dans une directive secrète de juillet 1937, écrit: «Il est remarqué qu'une grande partie des ex-koulaks et des criminels exilés dans les régions du Nord et de la Sibérie, et rentrés par la suite, à l'issue de leur peine, chez eux, sont les principaux instigateurs des crimes antisoviétiques aussi bien dans les kolkhozes, les sovkhazes, que dans les transports et certaines branches de l'industrie. Le Comité Central propose à tous les responsables régionaux du NKVD de fichier tous les koulaks et criminels rentrés chez eux afin que les plus hostiles d'entre eux puissent être immédiatement arrêtés et fusillés... Les autres moins actifs mais néanmoins hostiles, étant exilés dans des régions éloignées sur ordre du NKVD». «Le comité central vous invite dans un délai de 5 jours à lui proposer...le nombre d'éléments à fusiller ainsi que le nombre d'éléments à exiler».

L'«opération koulak», ainsi est-elle nommée, s'organise à tous les échelons du parti: les koulaks sont divisés en «première catégorie», à fusiller, et une «deuxième catégorie», à déporter. Leurs noms et qualités disparaissent, remplacés par ce seul «étiquetage».

Entre déportés du goulag et citoyens libres est créé un nouveau statut, celui des «colons du travail», ni libres ni détenus, réquisitionnés à discrétion et annexés à de grandes entreprises ou assignés à la mise en valeur de régions arides. Normes de travail inhumaines, nourriture restreinte, logement dans des baraques de fortune, tel est le sort de ces «citoyens»; la guerre elle-même ne fera pas cesser les déportations puisqu'en 1941 de longs convois de Polonais et de Biélorusses roulent vers la Sibérie. Deux millions de déplacés spéciaux, auquel le directeur d'une usine de bois pourra déclarer: «On pourrait tous vous éliminer, de toute façon le GPU nous enverra à votre place une nouvelle fournée de cent mille comme vous!». Au pays de la disette, l'homme est une matière première qui abonde mais ne vaut rien.

Thierry Wolton non seulement accomplit un travail d'historien – *L'Histoire mondiale du communisme* est véritablement une histoire totale, économique et politique, institutionnelle et idéologique, sociale et individuelle – mais il fait aussi œuvre de témoin. Il sait nous faire

partager la souffrance des victimes. On imagine que mourir de faim veut dire s'éteindre peu à peu de faiblesse et sombrer progressivement dans la mort. Pas du tout. La mort par inanition est une accumulation de souffrances physiques inimaginables, une torture qui dure jusqu'à la fin.

On sait qu'en matière de déportation de masse, Pol Pot va dépasser tous ses maîtres, notamment le « grand timonier chinois », Mao. Pol Pot, qui avait plusieurs fois séjourné en Chine, fut fasciné par le modèle du « xianxiang » (littéralement « descendre à la campagne ») qui en 1968 aboutit à l'envoi de 17 millions d'étudiants chez les paysans. Pol Pot, dès avril 1975, date de l'entrée des Khmers rouges dans la capitale Phnom Penh, déporta tous les citadins dans les rizières et dans la jungle.

Mao avait commencé dès les années 1950 (rappelons qu'il arrive au pouvoir en 1949) à expédier les jeunes instruits à la campagne, s'inspirant d'une mesure prise par Khrouchtchev, qui avait envoyé de jeunes communistes défricher des terres vierges en Sibérie et au Kazakhstan. En pays communiste, la déportation fut de toute évidence un phénomène récurrent qui rapproche tous les dirigeants, russes, chinois, cambodgiens, vietnamiens, coréens... dans la même haine des peuples qu'ils avaient soumis. Les leurs.

Partout, la collectivisation et la déportation massive des paysans provoquent de terribles famines. En Russie, des cadavres d'affamés s'étalent sur les trottoirs d'Odessa ou de Kharkov. Des témoignages énumèrent les familles qui périssent dans les villages ou sur les routes. Cette succession de récits déchirants vous arrachent des larmes, et au fil des lignes, on avance toujours plus loin sur la trace des suppliciés, chez ces parents dont les enfants agonisent, dans ces maisons où les cadavres gonflés s'accumulent.

Premières victimes : les nourrissons et les enfants. Entre la Volga et l'Oural, de 1921 à 1925, on constate des cas d'anthropophagie par milliers. Un homme coupable d'avoir dévoré plusieurs enfants se justifie ainsi : « Dans notre village tout le monde mange de la chair humaine, mais ils le cachent. Il y a plusieurs buvettes chez nous, tous servent des petits ». On possède des récits détaillés. Par exemple celui de deux frères de 14 et 16 ans qui s'entendent pour manger un autre garçon de onze ans, ils le font cuire à la poêle pour dévorer son bras. Puis le lendemain le cœur, le foie et les poumons... Celui d'un garçon de quinze ans qui tue sa mère et sa sœur de treize ans. Celui de deux fillettes de douze et quatorze ans qui, aidées d'une troisième, tuent l'une des mères, puis deux petites filles dont la sœur de sept ans de l'une des meurtrières...

Le phénomène se retrouve dans les années 1930 où on découvre dans une maison des enfants en train de cuire. Impossible de tout rapporter, impossible même parfois d'en supporter la lecture.

Puis durant la nouvelle famine de 1946-1947, après la guerre, il est question d'une mère qui, folle de malheur et de faim, découpe son enfant sur la table de la cuisine,

psalmodiant « Nous avons déjà mangé Manetchka, maintenant nous allons saler Vanetchka, voilà qui nous fera tenir un moment ».

Famines au Cambodge, en Corée du Nord. Un ancien officier nord-coréen : « la faim rend fou [...] certains tuent et mangent leurs propres bébés, et cela se produit dans beaucoup d'endroits ». La chair humaine se vend aussi.

« Maman, ne me mange pas ! Plus tard je m'occuperai de toi »

C'est en Chine que le cannibalisme a pris la plus grande ampleur. En 1955-1956, selon Mao, la collectivisation doit précéder la redistribution des terres : socialisation, instauration des communes populaires et répression féroce des paysans, évidemment... Les 10% de paysans considérés comme les plus riches sont exécutés en place publique, mais il faut encore de la terre pour les plus pauvres ; on procède alors à l'exécution de paysans classés comme « moyens ». Puisqu'il faut éliminer, la cruauté n'a plus de limites. Dans un village, des adultes encouragent des écoliers à torturer un vieux cadre local, pendu à un arbre ; à l'aide de canifs et de ciseaux, ils lui arrachent les yeux, lacèrent son corps, lui coupent les oreilles. C'était pourtant un paysan sans le sou mais son grand-père avait employé jadis un ouvrier agricole ! Les quotas de paysans à liquider sont établis à l'avance.

À l'instar de ce qui s'est passé dans la Russie stalinienne, la collectivisation progresse à marche forcée au fur et à mesure qu'on élimine des paysans. Les coopératives agricoles sont créées, que les paysans doivent cultiver collectivement, louant leurs instruments et le bétail ; ils deviennent ainsi des ouvriers de la terre et de l'État, ils sont enfin transformés en prolétaires collectivisés. Ce nouveau dispositif ne peut fonctionner sans un contrôle sourcilieux de la quantité de travail, de sa qualité, de sa répartition, du volume de la production. L'importance des prélèvements faits par l'autorité centrale pour financer l'industrialisation est telle qu'il ne reste plus grand-chose après : les paysans meurent de faim pendant l'hiver 1954-1955, la production agricole baisse et l'industrialisation ralentit. C'est une hécatombe. Mais elle ne prend pas fin.

Mao choisit la fuite en avant : « il faut procéder aux arrestations à une grande échelle ! ». Dans la foulée, il prononce un discours sur « le problème de la coopération agricole », pour, soudain, accélérer davantage encore la formation des coopératives. On multiplie les contrôles afin d'empêcher les paysans de fuir ou de s'installer en ville. Apparaît le passeport intérieur, à l'instar de ce qui existe en Russie. Interdiction aussi de se rendre sur les marchés. Le dernier petit artisanat, les dernières petites entreprises disparaissent, la situation s'aggrave. L'excès et la brutalité de la collectivisation ont tué la production, qui s'est effondrée.

Puisqu'il en est ainsi, Mao décide d'installer l'industrie à la campagne, en mettant l'agriculture à son service. Tout au long de l'hiver 1957-1958, soixante millions de paysans s'attellent à la construction de barrages et de canaux d'irrigation, les coopératives deviennent des communes populaires plus concentrées, plus collectives encore, les marchés ruraux sont

fermés, les derniers lopins privés supprimés : les paysans sont absolument dépendants du pouvoir. Même les repas sont pris en commun –leur teneur dépendant du travail collectif– ce qui dénie aux familles la moindre intimité. Cent millions de paysans sont réquisitionnés pour construire des hauts fourneaux, des briqueteries ; 220 millions sont regroupés en milices populaires qui font des exercices de préparation militaire plusieurs heures par jour. Dans le but de fondre du métal, le parti réquisitionne même les marmites et les casseroles. Les campagnes sont totalement désorganisées... En ces années du « Grand bond en avant », de 1958 à 1962, la Chine est terrassée par la plus grande famine de l'ère communiste.

Comme dans le modèle russe, alors que la production baisse, les réquisitions augmentent par la multiplication des expéditions confiscatoires. Conséquence directe : trente millions de morts, selon les estimations les plus basses.

Dans les camps de travail, les laogai, c'est encore pire. « Les cadavres ont leur utilité, ils fertilisent les terres » a dit Mao... Avec le supplice de la faim, les tabous volent en éclat, le cannibalisme abat les ultimes barrières de l'humain. Non seulement lors du « Grand Bond en avant », mais plus tard, pendant les années de la Révolution culturelle, 1966-1976. On rapporte que dans la province du Guangxi des gardes rouges regroupés dans des « repas communautaires » dévorèrent leurs professeurs. On trouvait de la chair humaine sur les étals des marchés, vendue pour être du porc, on dévorait ses morts ou ceux des voisins, la chair de cadavres trouvés sur le bord des routes ou déterrés. Dans l'Anhui, dans le Gansu, le Henan, partout sur le territoire circulent des témoignages poignants, telle cette petite fille dont la mère vient de dévorer la cadette et qui supplie : « Maman, ne me mange pas, quand je serai grande je m'occuperai de toi ! ».

La population affamée attaque les convois de vivres, les hangars, les gares ; des soldats sont expédiés et tirent dans la foule.

« L'utilisation criminelle des famines par les régimes communistes, écrit Thierry Wolton, se vérifie *a contrario* ». En asservissant ses otages de la faim, la nomenklatura se protège, armée jusqu'aux dents, forte de ses milices et de son système de surveillance, forte de son mépris et de son indifférence envers ses victimes.

La dernière grande famine communiste a frappé la Corée du Nord dans les années 1990.

Le totalitarisme meurtrier s'en prend aussi à ses minorités, à ses Juifs, ses populations exogènes. On sait aujourd'hui l'importance des convois de chemins de fer vers les camps du goulag, les chantiers sibériens et les colonies spéciales. Les victimes de différents ethnocides s'y entassent : Kalmouks, Karatchaïs, Balkars, Ingouches, Tchétchènes, Tatars de Crimée, gens du Caucase, Khemchines, Grecs ou Bulgares, Kurdes... Souvent sans chaussures ni vêtements, incapables de travailler, femmes et enfants meurent de froid, ou, privés de savon, de désinfectant, meurent du typhus en cours de route. Certains supplient d'être fusillés, préférant cela à mourir de faim.

En Chine, Tibétains, Mongols, Turcophones et d'autres minorités subissent une persécution identique: en 1980, le nouveau secrétaire général du PCC, Hu Yaobang, aurait pleuré de honte face à la désolation du Tibet. Un bilan cruel: 700 000 morts, Lhasa incendiée cinq jours durant, tous les trésors des temples fondus ou volés... «du colonialisme à l'état pur» aurait-il déclaré. Au Tibet, le taux d'abattage de la population a été égal à celui pratiqué par les Khmers rouges au Cambodge.

En Mongolie, certains rapports détaillent 36 méthodes de torture pour faire avouer l'existence d'un fantomatique parti national mongol. On procède aussi à des vasectomies afin de limiter les naissances.

On supplicie des nations entières: entre la faim, la déportation et les exécutions, le communisme s'installe définitivement dans le crime.

Les forfaits des dirigeants communistes «contre l'esprit», contre l'intelligence, contre le talent et l'insolence ne font plus mystère aujourd'hui. L'auteur reprend les documents qui racontent la longue purge en URSS des artistes et des écrivains, des scientifiques et des médecins, des peintres et des musiciens. L'extorsion des aveux, les cris de souffrances montant des cellules de la Loubianka...

Les Juifs n'y échapperont pas non plus. Présents en masse dans les rangs bolcheviques au début de la révolution (n'oublions pas l'antisémitisme violent du pouvoir tsariste à l'origine, en 1901, du faux manifeste intitulé *Les Protocoles des sages de Sion* qui décrit un vaste complot juif pour conquérir le monde). Staline aussi peu à peu se retourne contre eux, en particulier contre les compagnons de la première heure – tels Zinoviev et Kamenev, juifs légendaires de la révolution d'octobre – qui n'en finirent pas moins fusillés sur son ordre. Staline, allié d'Hitler en 1939, laisse réapparaître en lui le vieux fond antisémite russe. Paranoïaque, il redoute le sabotage par une cinquième colonne et ne craint plus de déclarer son antisémitisme. Il aime faire rire le Politburo en imitant l'accent juif et échanger des blagues ou des sous-entendus complices avec de notoires antisémites.

Après-guerre, on apprendra aussi qu'en Roumanie, par exemple, après la création de l'État d'Israël, le prix du retour pourra se monnayer: Ceausescu et ses comparses échangeront des «colis de Juifs» contre du pétrole, des denrées alimentaires et même du sperme de taureaux...

Cependant, la très grande catastrophe du communisme, la plus inhumaine, fut probablement celle qui toucha les enfants, ses enfants. Dès l'adolescence, Komsomols ou Gardes rouges, ils furent embrigadés dans l'entreprise communiste. Un embrigadement d'autant plus facile que, dans un contexte de guerre civile permanente et de collectivisme forcé jusqu'au coeur des foyers (couples séparés, collectivisation des appartements, multiples organismes de jeunesse, intrusion du parti dans le choix des partenaires...), le contrôle du

parti sur les enfants se faisait plus étroit. Désormais la jeunesse appartenait à l'État et elle ne se priva pas de commettre le pire, à l'exemple des chefs de la révolution.

Ainsi naquit et se développa la plus grande entreprise totalitaire au monde, Même abandonnée, elle laissera, pour longtemps, de sombres traces dans l'histoire des hommes. L'ampleur du travail accompli par Thierry Wolton est à la hauteur de l'ambition communiste elle-même. Ce monument qui, après avoir dépeint sans complaisance les bourreaux, rend hommage aux victimes, se conclura avec la parution d'un troisième et dernier tome.

Nous en rendrons compte en temps voulu.

S.O.S.

de Léonid Andreïev

traduit du russe par Sophie Benech

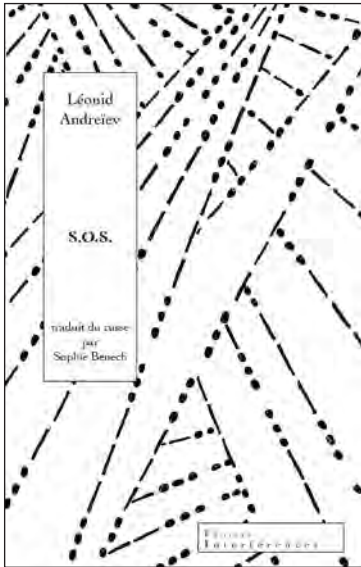
Éditions Interférences, 2017, 79 p., 13,00 €

par *Jean-Louis Panné*

L'énigme de 1917

EN CETTE ANNÉE de commémoration du centenaire des révolutions russes, il est probable que l'interrogation essentielle sur l'histoire de cette année en Russie ne soit pas soumise à la réflexion : pourquoi ce qui s'est annoncé comme une révolution libératrice – le régime honni de l'autocratie tsariste étant mis à bas en février – a-t-il abouti à la naissance d'un régime de dictature sous l'autorité exclusive d'un parti ? Ce ne sont pas de faux et prétendus concepts, tel « État révolutionnaire à vocation prolétarienne » avancé par M. Ducoulombier, qui aident à comprendre le cours tragique de cette histoire. Parfois on trouve une vision plus riche et plus heuristique des événements historiques du côté des romanciers dont la sensibilité saisit au plus près la réalité des choses. Ainsi, à propos de l'effondrement des autorités civiles et militaires, le témoin et romancier Constantin Paoustovski use de cette métaphore : « L'État se disloquait comme une motte de glaise humide. »

On a trop considéré Février comme un exemple de révolution non sanglante, quasi pacifique, du moins avec une violence relativement limitée à l'image de notre 14 juillet. En fait, au moment de la chute du tsarisme, une violence jusque-là comprimée apparaît au



grand jour: attaques et incendies des commissariats en représailles à l'attitude de la police, exécutions sommaires, pillages en tout genre. Et cette violence se répand dans la Russie entière comme le rappelait l'envoyé de *l'Humanité* à Petrograd, Boris Kritchevski, fondateur du parti social-démocrate et adversaire de Lénine, dans ses correspondances:

«... l'immense province de la Russie d'Europe et d'Asie est secouée constamment par un véritable *cyclone d'anarchie* fait d'excès de toutes sortes: désordres agraires qui ruinent et dévastent des propriétés de haute culture, pillage et dévastations des centres municipaux d'approvisionnement, des magasins de victuailles, de chaussures, d'étoffes manufac-

turées, sans oublier la mise à sac des dépôts d'alcool et de vin avec les violences atroces qui s'ensuivent nécessairement – enfin, pogromes de plus en plus fréquents et de plus en plus élargissant leur tâche d'infamie sur toute l'étendue de la Russie révolutionnaire puisque, depuis la Révolution, les Juifs ont obtenu le droit de séjour à travers tout le pays... Et, détail caractéristique, à tous les excès, les soldats désœuvrés des garnisons et des dépôts prennent trop souvent une part active, à côté, bien entendu, des anciens policiers et gendarmes envoyés aux armées ou simplement dégradés, à côté aussi des repris de justice, des forçats libérés et des voleurs professionnels...

Pendant ces derniers jours surtout, le cyclone d'anarchie a pris des proportions formidables. Voici une simple énumération des localités et des régions atteintes que je trouve dans les journaux d'un seul et même jour, à la date du 1^{er}/14 octobre: Astrakan, Saratov, Azov, Odessa, Ostrog, Rjev, Novozybkov, Tiraspol, Bendery, Karassoubazar, Krasnoiarsk, Gloukhov, Ouman, le long de la ligne du chemin de fer du Vladicaucase, les provinces de Riazan, de Podolie, de Perm... Et je passe de graves désordres enregistrés la veille et l'avant-veille: notamment ceux de Kharkov, à caractère partiel de *pogrome*, et la jacquerie agraire qui sévit dans la province de Tambov» (Petrograd, 15 octobre).

D'où une question qui s'impose: comment et pourquoi la société bascule dans une violence sans limites, que les bolcheviks ont encouragée et exploitée sans vergogne? «Pille ce qui a été pillé!». Lénine a repris ce mot d'ordre. Léonid Andreïev, auteur de nouvelles

remarquables et du récit *Les Sept Pendus* (Éditions Sillage, 2010), relève ce slogan dans son texte de 1919, «L'Europe en danger», qui vient d'être publié dans un extraordinaire recueil paru aux Éditions Interférence. La lecture d'Andreïev nous aide à nous représenter ce que furent ces années de chaos révolutionnaire. Un premier texte (mars 1917) sur la censure à l'époque tsariste, mais dont on comprend bien qu'il porte aussi sur les années qui vont venir, est digne du *Discours sur la servitude volontaire* de La Boétie. Il est suivi par un *Veni Creator!* ironique et mordant au sujet de Lénine dont il prévoit, dès septembre 1917, la prise de pouvoir. Andreïev a parfaitement compris que le mépris de la Loi par Lénine est un des fondements futurs d'un régime où le secrétaire général du parti communiste dominera le peuple russe.

Dans son désespoir lucide, Andreïev en appelle aux Alliés qui lui semblent être le dernier recours pour délivrer la Russie: S.O.S. (février 1919). Ce texte avait été publié à Paris (Imprimerie «Union», boulevard Saint-Jacques) en 1919 sous le titre *Au Secours!*, avec une préface de Vladimir Bourtzev, le célèbre révolutionnaire qui démasqua l'agent de l'Okhrana, Azev, infiltré à la tête de l'organisation de combat des socialistes-révolutionnaires, et soupçonna avec raison le député bolchevique Malinovski d'être lui aussi un agent de l'Okhrana – ce que Lénine s'évertua à nier jusqu'à la révélation du jeu de Malinovski tirée des archives tsaristes après la chute de l'autocratie.

«Les Alliés ne savent pas ce que sont vraiment les bolcheviks qu'ils invitent à des pourparlers amicaux...», écrit Andreïev, plein d'amertume à leur égard, eux qui ont oublié ou ont feint d'oublier les «agissements inhumains des bolcheviks». Andreïev veut encore croire à une attitude morale face à «l'Émeute dont l'étreinte mortelle a déjà étouffé la révolution en Russie, qui l'étouffe en Allemagne et qui, aujourd'hui ou demain, va faire de l'Europe entière [...] le théâtre d'un carnage et d'un pillage généralisés, d'une guerre de tous contre tous». S'il est révolté par «l'impunité des assassins», il l'est davantage par l'attitude des Alliés qu'il assimile à celle de Ponce Pilate.

Andreïev n'a jamais été un partisan de l'autocratie. Au contraire, il a été emprisonné en 1905, a été menacé de mort par les Cents-Noirs, organisation para-étatique antisémite. Il a cru en la libération du peuple russe. C'est pourquoi le 4^e texte de ce recueil: «L'Europe en danger», écrit en 1919 mais inachevé – Andreïev meurt subitement le 12 septembre 1919 – est particulièrement intéressant. Distinguant révolte et révolution, il considère qu'elles viennent de la même source, usent des mêmes procédés violents, mais sont différentes dans la mesure où la révolte est «un principe élémentaire dénué de toute pensée», ignorant l'avenir, tandis que la révolution, «pensée qui s'insurge», a pour «but véritable et suprême non d'anéantir et de gaspiller, mais de multiplier les trésors de la terre». Il ajoute à propos des acteurs de cette plongée dans le chaos: «Si tous les bolcheviks ne sont pas des scélérats, tous les scélérats de Russie sont devenus bolcheviks», mettant le doigt sur un phénomène encore mal connu du ralliement de Cents-Noirs au bolchevisme, la réutilisation par le

pouvoir léniniste de suppôts du tsarisme (comme l'auteur du *Protocole des Sages de Sion*), ce qui constitue une indication précieuse sur la nature du régime...

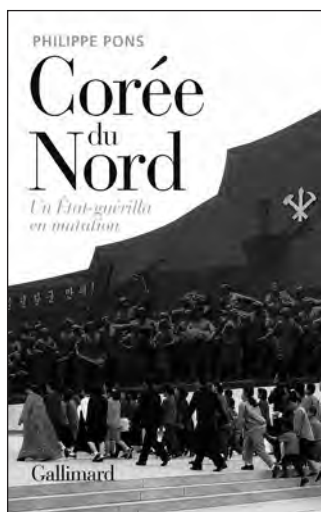
Certes, on peut regarder cette distinction comme artificielle mais, à mes yeux, elle renvoie précisément à ce que décrivait Kritchovski, ce mouvement de destruction sans limite que les socialistes de toutes obédiences n'ont pas réussi à juguler pour le salut de la démocratie en Russie. Dans ce tableau le bolchevisme est à part: «... hideux amalgame de la Révolution et de la Révolte, de la liberté et de la tyrannie, le bolchevisme dresse fièrement au-dessus du peuple sa trogne de travesti et se proclame le seul dieu véritable de la Révolution», écrit Andreïev.

Dans ce texte qui appelle à la réflexion, Andreïev présente la perversion du vocabulaire, et donc de la langue, qui va être mise en œuvre par le bolchevisme triomphant qui «dès sa venue au monde [a été] l'image même de la duplicité et du mensonge» et a, «avec un cynisme digne de Satan lui-même ou d'un débile mental, [...] baptisé son premier journal la *Pravda*, c'est-à-dire la Vérité». Voilà qui annonce Zamiatine puis Orwell...

Corée du Nord, un État-guérilla en mutation de Philippe Pons

Gallimard, coll. «La Suite des temps», 2016, 720 p., 34,50 €

par *Pierre Rigoulot*



CE GROS VOLUME à l'écriture serrée propose un survol à la fois historique et systémique de la Corée du Nord. Il est divisé de façon simple en trois parties qui reprennent les trois étapes dynastiques du pouvoir politique: le «règne» de Kim Il Sung (1945-1994), celui de son fils Kim Jong Il (1994-2011), puis celui de son petit-fils, qui se poursuit aujourd'hui. L'ouvrage est important par la somme d'informations que l'on y trouve sur les événements et les données de tous ordres – politiques, économiques, militaires. Mais il est important aussi pour quiconque s'intéresse aux conditions d'un discours vrai dans le domaine de l'histoire et de la science politique, et notamment à l'interférence de

l'idéologie dans un texte savant. On ne peut nier les connaissances de Philippe Pons, l'importance de ses références, pas plus que l'on ne peut nier qu'elles sont discrètement sollici-

tées au service de certitudes moins rationnelles, d'ordre sans doute affectif: une sorte de mythologie personnelle où le socialisme et les luttes de libération nationale des années 1960 ont quelque chose à voir avec le Bien, tandis que les États-Unis ont un rapport privilégié avec le Mal.

Avec une telle grille de lecture, la Corée du Nord est «sauvée»: quand elle pêche, c'est en réaction aux menaces américaines plus qu'à la logique de son régime totalitaire. Elle aspire avant tout à s'épanouir comme nation indépendante. Les dénonciations, les indignations, les menaces qu'on peut lancer contre elle sont mal venues. Ce gros ouvrage aux allures scientifiques est au fond une arme dirigée contre tous ceux qui rêvent de mettre fin au cauchemar coréen.

Les thèses avancées par Philippe Pons

Loin d'être une addition ordonnée mais neutre de données factuelles, *Corée du Nord, un État-guérilla en mutation* est donc porteur d'une thèse et même de plusieurs thèses: premièrement, les décisions politiques prises à Pyongyang se comprennent moins par référence au système communiste auquel la Corée du Nord a longtemps adhéré qu'à la lutte nationaliste menée jadis par ses futurs dirigeants contre le colonisateur japonais; deuxièmement, le pays est en pleine mutation et les grilles d'analyse habituellement utilisées sont obsolètes – si tant est qu'elles aient même eu leur utilité à un moment donné. Le point commun à ces deux thèses est que l'une comme l'autre illustrent le fait que les obstacles majeurs rencontrés par le pays, les déformations, boursouflures, excès – ou manques – qu'on peut y relever, ont la plupart du temps une seule origine: l'action négative des États-Unis d'Amérique. La même méthode est utilisée de manière récurrente: exposé des faits (l'exposé n'étant pas toujours exempt de distorsions discrètes), puis mise en avant des intentions des dirigeants, visant avant tout à protéger l'indépendance du pays, enfin le «constat» des difficultés, voire de l'impossibilité de leur application, du fait de l'opposition d'une «communauté internationale» hostile, orchestrée par les dirigeants américains.

Ce point majeur, cette troisième thèse si l'on veut, dénote plus qu'une empathie: une véritable sympathie de l'auteur envers la République démocratique et populaire de Corée, une vision progressiste classique où, comme nous l'avons avancé plus haut, le socialisme se situe *grosso modo* du bon côté de l'histoire.

Cette certitude têtue de Philippe Pons est de manière subtile – on peut dire aussi insidieuse – continuellement à l'œuvre depuis la première page jusqu'à la dernière. Pons ne dit pas par exemple qu'en 1945 Soviétiques et Américains se sont partagé l'administration de l'ensemble de la péninsule coréenne. Il dit encore moins que la manière dont les Soviétiques géraient les territoires qu'ils occupaient en Europe trois mois après la victoire sur les nazis avait de quoi inquiéter Washington. Il écrit que l'origine de la terrible fracture lisible sur les cartes entre le Nord et le Sud est à chercher dans la décision du Département d'État américain

« de couper à la hâte la péninsule en deux zones d'occupation [...] afin d'éviter que l'URSS, qui entraînait en guerre contre le Japon, prenne possession de toute la Corée ». Dans ces conditions, la « hâte » américaine signifie au mieux une maladresse ou une précipitation que rien ne justifie.

Quelques lignes plus loin, évoquant le conflit qui ravage le pays tout entier de 1950 à 1953, sans que soient reprises les accusations encore en cours aujourd'hui à Pékin et à Pyongyang selon lesquelles le Sud a eu l'initiative de la guerre, il n'y a pas non plus un mot sur les responsabilités des dirigeants nord-coréens, claires pourtant depuis l'ouverture des archives russes.^[1]

Passons maintenant à la dernière page: nul renvoi à la dangerosité du régime et de son projet de se doter d'un armement nucléaire. Nulle allusion à sa violence interne (l'assassinat de Kim Jong Nam, le demi-frère de l'actuel dirigeant, a eu lieu après la publication du livre mais pas celui de Jang Song Taek et de bien d'autres cadres). Qu'elles soient nationales ou internationales, violence et menaces ne méritent pas d'être prises en compte. La conclusion affirme prudemment qu'« à petits pas, au fil des avancées et des retours en arrière du régime, les Coréens du Nord deviennent les agents des changements en cours dans leur pays » – allusion à la montée en puissance des acteurs d'une économie souterraine que sont bien obligés de supporter les cadres officiels du régime. Le conseil final donné par Pons est, sinon de soutenir, du moins d'approcher de manière « constructive » cette évolution. Un conseil pour le moins ambigu: « Au lieu de se complaire à vouer aux gémonies leurs dirigeants sans autre effet que de prolonger le statu quo en attendant un hypothétique effondrement du régime, demande-t-il, ne vaudrait-il pas mieux accompagner leurs efforts? ». Les efforts des dirigeants? Mais ils subissent et cherchent à contrôler et limiter cette vague mercantile de l'ombre. Les efforts de ces « agents des changements? » Un certain nombre de gens s'y emploient, avec l'aide discrète de Washington, en alimentant en images, sons et textes, le marché souterrain nord-coréen. Mais est-ce bien cela que souhaite Philippe Pons?

Bien que reconnaissant le caractère totalitaire du système, Pons ne souhaite pas sa dénonciation – ce serait paraît-il ressasser les traits les plus caricaturaux du régime; il ne souhaite pas non plus qu'on tente des « analogies historiquement fragiles » – traduisez: pas de rapprochement « réducteur »^[2] avec l'URSS stalinienne. Mais le concept d'« État-guérilla », qu'il souhaite substituer à celui de stalinien ou néostalinien, pour nouveau qu'il soit en France^[3], est-il pertinent? Il n'en est guère besoin pour rendre compte de la « mentalité d'assiégé permanent » ou de la mobilisation de la population. Ces traits sont inscrits dans le « logiciel » communiste et même totalitaire. Le concept d'État-guérilla rend mieux compte, il est vrai, des coups de force

1. Voir *Les Cahiers d'Histoire sociale* n°7.

2. Pour Pons, le rapprochement avec l'URSS stalinienne n'est pas absurde: « le régime a emprunté bien des recettes oppressives à l'URSS stalinienne », mais il est « réducteur » vu « le contexte historique, socio-culturel et géopolitique » spécifique. Argument faible: tout régime totalitaire a ses spécificités mais ressortit à un certain nombre de traits communs que, précisément, on peut relever en rapprochant l'URSS des années 1930 et la Corée du Nord de l'an 2000.

avec effet de surprise suivis de repli tactique, fréquents dans l'histoire des dirigeants nord-coréens. Encore faut-il nuancer: les brusques changements d'orientation politique ne sont quand même pas absents de l'histoire du mouvement communiste!

Pons refuse aussi ce qu'il appelle les «formules à l'emporte-pièces» et «infra-conceptuelles», comme «État-voyou». Traduisez: l'évocation des trafics de drogue, des enlèvements, de la fabrication de fausse monnaie et de l'envoi à l'étranger de spadassins pour empoisonner le demi-frère du tyran actuel n'est pas un facteur d'intelligibilité du régime de Pyongyang!

Plus de 700 pages pour dénoncer les simplismes, les facilités, les anachronismes, mais aussi pour faire passer un message qu'on appellera compréhensif envers la direction nord-coréenne promue au rang de victime de l'impérialisme américain, c'est sans doute beaucoup. Mais il fallait au moins cela pour éviter de répondre à la seule question qui vaille la peine d'être posée: comment faire disparaître de la manière la plus efficace possible le système totalitaire en place à Pyongyang? Comment aider les Nord-Coréens à s'en libérer?

3. Philippe Pons se réfère à l'historien japonais Wada Haruki, qui utilise le terme en 1992.

HISTOIRE & LIBERTÉ

est en vente chez nos amis librairies parisiens

Librairie Galignani	224, rue de Rivoli	75001
L'Écume des pages	174, boulevard Saint-Germain	75006
Librairie Polonaise	123, boulevard Saint-Germain	75006
La Procure	3, rue de Mézières	75006
La Vingt-cinquième heure	8, place du Général-Beuret	75015

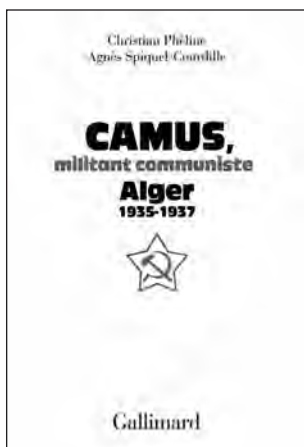


Camus, militant communiste. Alger 1935- 1937

de **Christian Phéline**
et **Agnès Spiquel-Courdille**

Gallimard, Hors série Connaissance, 2017,
400 p., 25,00 €

LA RELATION DE CAMUS avec le communisme, en tant que militant, a été courte, environ deux ans. Le processus de mise à distance a été plus long et l'analyse critique a conduit le reste de sa vie.



S'appuyant sur les déclarations et témoignages de Camus lui-même et sur la découverte faite par Olivier Todd, dans les archives du Komintern, de ce qui concerne l'exclusion de Camus du Parti Communiste Algérien, les deux auteurs, Christiane Phéline et Agnès Spiquel-Courdille, ont recoupé les principaux témoignages des proches et relations de Camus pour affiner l'analyse de cette relation.

Camus a été au parti communiste entre l'automne 1935 et l'été 1937. C'est sur les

conseils de son professeur de philosophie, Jean Grenier, qu'il y a adhéré un temps. Ce dernier, qui travaillait alors sur un texte anti-totalitaire, *Essai sur l'esprit d'orthodoxie*, lui conseilla de franchir le pas. Ceci permit à Camus de faire lui-même l'expérience de cette réalité militante, faite de sectarisme et de soumission.

L'anticolonialisme défendu par le PCF, qui constitue l'un des ressorts de l'adhésion de Camus, est de brève durée. Ce dernier est très vite confronté à une politique visant avant tout à servir les intérêts du parti, loin des slogans. Cette expérience lui donna aussi une véritable culture théâtrale, tant sur le plan de la mise en scène que sur celui de la réflexion sur les grands auteurs.

Au printemps 1937, l'inquisition rouge arrive en même temps que la vérification des cadres du parti. Il s'agit d'abord d'épurer le PCA des proches potentiels d'André Ferrat et du groupe « Que Faire? » Puis de tous ceux qui ont pu les côtoyer. Il s'agit enfin de s'approcher des cadres du Parti du peuple algérien, dont nombre d'entre eux avaient été membres du PCF. Camus par ses amitiés et en raison de son refus des compromissions, fait partie de la charrette des exclus. Ce « procès de Moscou » confirme les paroles prophétiques de son professeur.

Un ouvrage qui fait le point sur une période fondatrice pour Camus. Cependant, la perception de son expérience militante à travers le prisme de ce passé communiste n'emporte pas toujours l'adhésion, certaines ruptures

sont vues à travers cet épisode alors que les conflits sont autres. En revanche, on ne peut que partager l'analyse globale de Camus quant à son refus d'exercer et de subir la terreur, ainsi que sa double exigence de justice et de lucidité.

Sylvain Boulouque

Un seul châtiment pour les traîtres. Haute Vienne 1944. Épuration et libération dans la douleur

de **Xavier Laroudie**

Geste éditions, coll. « Histoire », 2016, 400p.
25,00 €

L'OUVRAGE PORTE sur la libération de la Haute-Vienne, la Russie rouge; le fief de Georges Guingouin est passé au scalpel des archives par Xavier Laroudie, qui en propose une lecture renouvelée. On réalise que désormais il faudra éviter l'expression « épuration sauvage », car il semble au contraire qu'il s'agisse d'une épuration choisie, largement conduite par les FTP. Pendant longtemps, on a parlé de « règlement de comptes », mais l'enquête de Laroudie montre justement qu'il s'agit de violences volontaires contre une partie de la population. L'auteur réexamine les combats de la Libération et révèle que, par exemple, le maquis de Dorat, chapeauté par un adjoint de Guingouin, Fernand Bricout, s'est livré dans l'ensemble de la zone à des exécutions sommaires aux lendemains du départ des Allemands.

Il publie la liste des victimes qui n'avaient rien à voir avec la Collaboration.

Ensuite, et c'est un des épisodes les plus passionnants de son enquête, il montre que la plupart de ces opérations ont été conduites contre les autres forces politiques, et même contre l'OSE, l'organisation de secours aux enfants, dont certains membres ont été exécutés par les maquis FTP. Renée Gaudefroy, dite Pauline dans la Résistance, reconnue en 1976 par Yad Vaschem comme juste parmi les nations, a été arrêtée par les militants du PPF et tabassée par des nervis. Elle parvint néanmoins à s'échapper et se réfugia à Limoges.



Aux lendemains de la Libération, elle fut arrêtée et exécutée sans motifs réels, excepté le soupçon que portaient sur elle des maquisards FTP. Par ailleurs, plusieurs résistants de l'Armée secrète ont été abattus par les FTP pour préparer la prise du pouvoir prévue aux lendemains de la Libération; ironie de l'histoire,

certains ont leurs noms portés sur les mémoriaux des victimes des troupes d'occupation.

Ce travail permet une avancée et une révision importante de l'histoire locale. D'abord par sa réévaluation du nombre de morts exécutés après le départ de l'occupant, soit 382, chiffre bien supérieur à

celui annoncé de 250. Ensuite, en ce qu'il permet de voir que les FTP en terrain conquis commençaient à se comporter comme des petits tchékistes, ce qui était un signe avant-coureur de ce qu'auraient pu être les effets de la prise du pouvoir par le PCF.

S.B.

L'INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE

organise chaque mois une conférence-débat,
avec un historien, écrivain, journaliste, chercheur, etc.
suivie – pour ceux qui le souhaitent –
d'un dîner avec le (ou les) intervenant(s)



Pour tous renseignements
concernant le programme de nos conférences-débats,
vous pouvez vous adresser

par téléphone au **01 46 14 09 30** ou **33**

par courriel à **ih.souvarine@gmail.com**

ou encore visiter notre site Internet :

<http://www.est-et-ouest.fr>

Vous y retrouverez
toutes nos conférences en podcast.